



Tous droits réservés

## PROCEDURE CIVILE

### Séance 10 - Les voies de recours

|      |   |    |
|------|---|----|
| I.   | Les procédures en appel.....                  | 2  |
| A)   | Les conditions .....                          | 2  |
| 1)   | Les hypothèses .....                          | 2  |
| 2)   | Les formes de l'appel.....                    | 4  |
| B)   | Les mises en œuvre .....                      | 5  |
| 1)   | Le droit commun.....                          | 5  |
| a)   | Le circuit long .....                         | 6  |
| b)   | Le circuit court.....                         | 7  |
| 2)   | Les procédures en appel.....                  | 7  |
| II.  | Les effets de l'appel.....                    | 8  |
| A)   | L'effet suspensif .....                       | 8  |
| B)   | L'effet dévolutif .....                       | 8  |
| C)   | La faculté d'évocation .....                  | 9  |
| III. | L'opposition et la tierce opposition.....     | 9  |
| A)   | L'opposition .....                            | 10 |
| B)   | La tierce opposition .....                    | 10 |
| IV.  | Le pourvoi en cassation.....                  | 11 |
| A)   | L'ouverture du pouvoir.....                   | 11 |
| B)   | Les personnes pouvant former un pourvoi ..... | 12 |
| C)   | Les formes.....                               | 12 |

# I. Les procédures en appel

L'appel permet qu'une personne puisse faire revoir le jugement rendu.

## A) Les conditions

### 1) Les hypothèses

L'**article 543 du Code de procédure civile** indique « la voie de l'appel est ouverte en toutes matières, même gracieuses contre les jugements de premières instances s'il n'en est autrement disposé ».

L'article vise exclusivement les jugements au fond. Autrement dit, on ne peut pas faire appel des jugements avant dire droit. Sauf, si la loi en dispose autrement.

En principe, l'appel n'est ouvert qu'aux parties à la première instance (**art. 546**).

La renonciation à l'appel ne peut être antérieure à la naissance du litige (**art. 557**). La renonciation peut être expresse ou résulter de l'exécution sans réserve d'un jugement non exécutoire (**art. 558 al. 1**).

La renonciation ne vaut pas si, postérieurement, une autre partie interjette elle-même régulièrement appel (**art. 558 al. 2**).

Pour agir en appel :

- Il faut en première instance, avoir intérêt. « Le défaut d'intérêt à former un appel n'affecte pas la régularité de la saisine de la cour d'appel qui dispose, en vertu de l'**article 125 al. 2 du code de procédure civile** d'une simple faculté de relever d'office le défaut d'intérêt à agir » (**Cass. civ. 2<sup>e</sup>. 6 juin 2019 n°18-15301**).

Tempérament : l'**article 526 al. 2** il ouvre l'appel aux tiers auquel le jugement, à titre gracieux a été notifié.

- L'appel doit être dirigé, en principe, contre ceux qui étaient parties en première instance (**art. 547**). Adapté en procédure gracieuse : l'appelant s'oppose au jugement sans qu'il soit besoin d'une partie adverse.

L'intime peut interjeter l'appel : on parle d'**appel incident**.



**Définition :** Appel incident : appel formé par l'intimé contre l'appelant ou un autre intimé. La recevabilité de l'appel incident dépend du sort de l'appel principal.

En appel, toutes les parties peuvent avoir intérêt à contester le jugement.

L'appel incident formé dans le délai pour faire appel principal est recevable (**Cass. Civ. « . 7 janvier 2016 n°14-14814**). Ce que la cour a confirmé concernant un second appel de l'appel (**Cass. civ. 2. 7 septembre 2017 n°16-16847**).

L'appel connaît un variant : l'appel provoqué.



**Définition :** C'est l'hypothèse où le procès concerne 3 personnes. L'appelant vise un intimé mais laisse de côté la troisième partie. Laquelle souhaite participer à une nouvelle instance : l'appel provoqué (**Cass. Civ. 2. 9 janvier 2014 n° 12-27043**).



**Attention :** Le CPC n'utilise pas le terme d'appel provoqué il considère que c'est une modalité de l'appel incident (**art. 549 CPC**).

- l'appel est recevable « Lorsque l'exécution provisoire est de droit ou a été ordonnée, le premier président ou, dès qu'il est saisi, le conseiller de la mise en état peut, en cas d'appel, décider, à la demande de l'intimé et après avoir recueilli les observations des parties, la radiation du rôle de l'affaire lorsque l'appelant ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée d'appel ou avoir procédé à la consignation autorisée dans les conditions prévues à l'article 521, à moins qu'il lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives ou que l'appelant est dans l'impossibilité d'exécuter la décision ». (**art. 524 CPC**).

Les conséquences de cette radiation ont été précisées par le décret de 2017, venu compléter la rédaction de l'**article 524 CPC**.

L'**article 555 du Code de procédure civile** offre une innovation en ce qu'il prévoit « ces mêmes personnes peuvent être appelées devant la cour, même aux fins de condamnation, quand l'évolution du litige implique leur mise en cause ».

Le tiers appelé ne bénéficiera en effet, que du niveau d'appel. La jurisprudence apprécie strictement ce critère.

## *2) Les formes de l'appel*

La procédure de droit commun avec représentation obligatoire. La déclaration d'appel est faite par acte contenant, outre les mentions prescrites par l'**article 57 du Code de procédure civile**, à peine de nullité, la constitution de l'avocat de l'appelant, l'indication du jugement, l'indication de la cour devant laquelle l'appel est porté.

La déclaration indique, le cas échéant, les chefs du jugement auxquels l'appel est limité, sauf demande d'annulation ou objet indivisible, et le nom de l'avocat chargé d'assister l'appelant devant la cour. Elle est signée par l'avocat. Elle est accompagnée d'une copie de la décision. Elle vaut demande d'inscription au rôle (**art.901**).

L'assignation indique, à peine de nullité, qu'il faut pour le défendeur prendre un avocat dans le délai de quinze jours. Dans le cas contraire, il s'expose à ce qu'un arrêt rendu contre lui sur les seuls éléments fournis par son adversaire (**art. 909 CPC**)

La Cour de cassation a pu juger qu'en l'absence de constitution d'avocat dans le délai, le fait de conclure ultérieurement ne pouvait justifier la révocation d'une ordonnance de clôture déjà intervenue (**Cass. Civ 2<sup>e</sup>. 6 juin 2013, n°11-25655**). L'appel doit être formé dans le mois qui suit la notification du jugement pour la matière contentieuse (**art.538**). Ce délai ne court pas en l'absence de mention dans la notification du jugement sur la voie de recours, le délai ou les modalités (**Cass.Civ.2<sup>e</sup>. 9avril 2015 n°14-187772**).

Il y a un délai de 2 ans en application l'**article 528-1 du Code de procédure civile** (**Cass.Civ.2<sup>e</sup>.9avril 2015 n°14-15789**). La cassation a considéré qu'il ne pouvait y avoir de second appel principal et que la partie devait former un appel incident. Cette voie lui étant offerte (**Cass. Civ 2<sup>e</sup>.28 mai 2003 n°01-12177 et 4 dec. 2014 n°13-25684**). Ce délai est ramené à 15j pour la matière gracieuse, et pour les ordonnances de référé (**art. 490**).

Les délais de l'appel courent à compter de la notification (**art. 538 CPC**). Ils courent contre celui qui notifie mais ils ne sont pas une condition quant à la possibilité de faire appel. Le non-respect des délais rend l'appel irrecevable et d'office car la règle est d'ordre public.

La déclaration d'appel interrompt le délai de forclusion et ce même par la suite cette déclaration est annulée pour vice de procédure, qu'il s'agisse d'un vice de forme ou de fond (**Cass. civ. 2. 16 octobre 2014 n°13-22088**).

Les appels incidents et provoqués ne sont pas soumis à ce délai et peuvent être formés en tout état de cause (**art. 550**). Ils sont formés par des conclusions dans les 3 mois de la réception de celles de l'appelant (**art. 909 et 910 CPC**).



**À retenir :** Si l'appel principal est irrecevable, les appels incidents ou provoqués sont également irrecevables. Sauf, a ce qu'ils aient été faits dans le délai pour un appel principal (**art. 550**).

## B) Les mises en œuvre

Pour les procédures ordinaires, sur requêtes conjointes, le Code prévoit le recours à une communication électronique (**art. 930-1 CPC**). La cour se montre stricte sur cette application (**Cass. civ. 2. 28 mai 2015 n°14-28233**).

### 1) Le droit commun

Le Code prévoit deux voies procédurales : le circuit long avec une mise en état, procédure classique ; et le circuit court.

#### a) Le circuit long

L'appelant doit dans les 3 mois de la déclaration déposer ses conclusions, sauf délai plus court (**art. 911-1**). La communication des pièces se fait dans les 15j avant la date de l'audience à la cour (**art. 912 al.3**). Avant seules les conclusions et le bordereaux des pièces sont à transmettre à la Cour.

La décision de première instance peut faire l'objet d'une exécution provisoire. L'intimé peut demander la radiation de l'affaire si l'appelant ne justifie pas sa réalisation (**art.524**), elle suspend délais pour conclure jusqu'à la réinscription. La radiation interrompt le délai de péremption. L'intimé dispose de 3 mois pour conclure en réponse (**art. 909**).

Les délais pour conclure peuvent connaître des causes d'interruption : la décision d'ordonner une médiation, de la conclusion d'une convention de procédure participative, du cas de force majeure et de demande d'aide juridictionnelle.

L'**article 954 du Code de procédure civile** précise la forme des conclusions. Les parties ont l'obligation de formuler les prétentions dès les premières conclusions et ce sous peines d'irrecevabilité soulevée d'office ou par partie d'averse (**art. 910-4**).

Sauf si, il est fait l'application de l'article 905 qui prévoit une procédure plus brève, un magistrat de la chambre se voit confier l'instruction. Il doit examiner l'affaire dans les 15j suivant l'expiration des délais pour conclure et communiquer les pièces. Il fixe la date de clôture et de plaidoiries, ainsi que le calendrier des échanges (**art. 913**). Les compétences de ce juge sont fixées par l'**article 914**.

Les décisions du conseiller de la mise en état conduisent pour l'essentiel à mettre fin à l'instance et peuvent faire l'objet d'un déferé devant la chambre compétence pour l'affaire dans les 15j de leur prononcé. L'**article 916 du Code de procédure civile** indique que les ordonnances du conseiller ne peuvent être frappées d'aucun recours indépendamment de l'arrêt au fond.

## b) Le circuit court

Il s'applique automatiquement pour les appels formés contre les ordonnances de référé, les jugements rendus selon la procédure accélérée au fond, les ordonnances du juge de la mise en état concernant les exceptions de procédure, une mesure provisoire, en matière de divorce pour la séparation de corps, ou des provisions.

Hors ces cas, le président de la chambre peut décider de recours à ce circuit court (**art. 905**).

Lorsque l'appelant est informé de la décision du président, il dispose de 10j pour signifier sa déclaration d'appel à l'intimé. Sauf, à ce que celui-ci ait déjà constitué avocat. Il procède par notification. Cette obligation est posée à peine de caducité relevée d'office (**art. 905-1**). Il dispose d'un mois pour conclure à compter de la réception de la décision du président.

Les autres parties ont un délai réduit pour conclure : un mois.

Les délais pour la détermination des points de départ sont les mêmes que dans un circuit long (**art. 905-1**).

L'affaire est renvoyée au jour et heure déterminés par le président. Il doit entendre les avocats, et décide du renvoi à l'audience de jugement qui peut se tenir le jour même ou renvoyer à une audience s'il y a besoin d'un échange de conclusion ou décide de procéder à une mise en état.

## 2) *Les procédures en appel*

En matière de contentieux : il y a un renvoi à audience le jour fixe et sans représentation.

Elles reprennent les mécanismes devant le TJ.

L'appel sur requête conjointe est prévu aux **articles 926 à 930 du Code de procédure civile**.

## II. Les effets de l'appel

### A) L'effet suspensif

L'**article 539 du Code de procédure civile** dispose que « le délai de recours par une voie ordinaire suspend l'exécution du jugement. Le recours exercé dans le délai est également suspensif ».

Ce principe connaît des limites.

- Des situations exigent l'exécution provisoire
- la partie qui a succombé peut être tentée de faire appel simplement pour bénéficier de l'effet suspensif et retarder l'exécution du jugement.

Depuis la **réforme du 11 décembre 2019** l'exécution provisoire de droit est le principe. L'effet suspensif se trouve limité et ne joue dans les situations où l'exécution provisoire n'est pas de droit et lorsque le juge l'aurait refusé.



**À retenir :**  
provisoire.

L'effet suspensif est neutralisé par l'exécution

### B) L'effet dévolutif

« L'appel remet la chose jugée en question devant la juridiction d'appel il est a nouveau statué en fait et en droit dans les conditions et limites déterminées (**art. 561 CPC**).



Cette dévolution est limitée. Les magistrats n'auront pas en principe à se prononcer sur toutes les demandes tranchées en première instance (**art. 562 CPC**). L'appelant doit préciser les points du jugement dont il fait appel, en application de l'**article 561 du Code de procédure civile**. L'intimé devra préciser par un appel incident les points qu'il conteste mais peut ainsi ouvrir le débat.



**À retenir :** On ne peut présenter de nouvelle demande en appel sauf exception.

Deux aspects :

- interdiction de présenter de nouvelles demandes :

Les parties peuvent produire de nouvelles pièces ou de proposer de nouvelle preuve (**art. 563 CPC**)

Les parties peuvent invoque des moyens nouveaux (**art. 563**).

**Donc l'interdiction vise les demandes et non pas les fondements** : « les prétentions ne sont pas nouvelles dès lors qu'elles tendent aux mêmes fins que celles soumises au premier juge même si leur fondement juridique est différent » (**art. 565**).

Les demandes reconventionnelles sont également recevables en appel (**art. 567**).

## C) La faculté d'évocation

Les magistrats de la CAP peuvent s'emparer de points du litige qui ne leur sont pas dévolus pour apporter une solution. Il s'agit d'user de l'appel comme une voie d'achèvement du procès pour éviter un retour aux juges du fond.

Cette faculté est limitée aux seuls cas où l'appel infirmé ou annule le jugement

## III. L'opposition et la tierce opposition

Les voies de l'opposition ou de l'appel sont alternatives.

## A) L'opposition



**Définition :** L'opposition c'est la voie de rétractation d'un jugement rendu par défaut.

« l'opposition tend à faire rétracter un jugement rendu par défaut » (**art. 571**).

L'opposition n'est ouverte qu'à l'égard des jugements par défaut et que pour le défaillant.

Elle est portée devant la juridiction qui a rendu le jugement.

Elle se fait dans le mois qui suit sa notification et doit être motivée.

Elle suspend l'exécution et conduit le juge à se prononcer sur tous les points qui ont été jugés par défaut.

## B) La tierce opposition



**Définition :** La tierce opposition est une voie de recours exclusivement ouverte aux tiers auxquels la décision de justice porte préjudice.

C'est une voie de recours originale.: « la tierce opposition tend à faire rétracter ou réformer un jugement au profit du tiers qui l'attaque » (**art. 582**).

La tierce opposition n'est ouverte qu'aux tiers en l'absence de voie d'appel.

Elle vaut pour tous les jugements, sauf disposition contraire.

- Elle est menée à titre principal devant la juridiction qui a rendu le jugement dans un délai de 30 ans ou à titre incident à l'occasion d'un autre projet devant la juridiction déjà saisie sans limitation de durée.
- La tierce opposition incidente est par la juridiction d'origine lorsqu'elle est celle saisie d'un rang inférieure ou lorsqu'une règle de compétence s'oppose à ce qu'elle tranche la question.

Le jugement réforme ou rétracté est susceptible des voies de recours application à la juridiction qui le rend.

## IV. Le pourvoi en cassation

« Le pourvoi en cassation tend à faire censurer par la Cour de cassation, la non-conformité du jugement qu'il attaque aux règles de droit » (**art. 604**). La Cour de cassation censure les jugements non conformes aux règles de droit.

La Cour de cassation n'est donc ni une voie de rétractation, le litige n'étant pas soumis aux mêmes juges, ni une voie de réformation car elle ne rejuge pas le litige.

### A) L'ouverture du pouvoir

Les **articles 605 à 608 du Code de procédure civile** fixent les jugements dont peut connaître la Cour de cassation.

- les jugements rendent en dernier ressort (**art. 605**) ;
- les arrêts d'appel qui se prononcent sur la compétence sans trancher le fond du litige (**art. 607-1 CPC**).
- les cas particuliers de l'**article 608 du Code de procédure civile**.

La condition de formes pour former le pourvoi : la signification du jugement ou de l'arrêt déferé (**art. 611-11**).

Ce recours doit se faire dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée (**art. 612 CPC**).

## B) Les personnes pouvant former un pourvoi

Seules parties ou représentée à la décision visée par le recours peuvent être à l'origine d'un pouvoir (**art. 609**).

Elles doivent avoir la qualité et intérêt à agir (**art. 609**).

Il faut que la décision soit défavorable à la partie qui agit sans qu'il soit important de se soucier de savoir à qui elle profite. « Le pouvoir est recevable même lorsqu'une condamnation a été prononcée au profit ou à l'encontre d'une personne qui n'était pas partie à l'instance » (**art. 611**).

En matière gracieuse, le pouvoir est recevable même en l'absence d'adversaire (**art. 610**).

Le pouvoir est possible :

- en cas de violation de la loi (**art. 604**)
- pour une question d'incompétence de la juridiction qui a prononcé la décision
- l'excès de pouvoir
- la contrariété de jugement (**art. 617**)
- l'inobservation des formes
- la perte de fondement juridique

## C) Les formes

Le pourvoi peut être formé par déclaration au greffe de la Cour en application de l'**article 975 du Code de procédure civile**.

La Cour de cassation demande à la juridiction dont la décision est attaquée la transmission du dossier. Le défendeur est informé du pouvoir et de son obligation de constituer avocat.

La demande doit conclure dans les 4 mois. Le défendeur dispose de 2 mois pour répondre.

Trois magistrats examinent l'affaire pour décider s'ils peuvent la trancher ou si elle nécessite un renvoi à l'ensemble de la chambre saisie (**art. L431-1 COJ**).

Le président de la chambre désigne un conseiller rapporteur et fixe la date d'audience.

L'audience est normalement publique, le rapport expose les conclusions et les parties peuvent s'exprimer. Enfin, le ministère public fait ses observations.



**À retenir :**  
ni dévolutif.

En principe, le pourvoi n'est pas suspensif (**art. 1009-1**),

A l'issue de l'instance, la Cour de cassation prononce soit un rejet, soit une cassation totale ou partielle (**art. L.411-3 COJ**).

La cour ne rejuge pas la décision soumise, la cassation d'une décision conduite au renvoi, sauf exceptions.

Le renvoi suit une procédure brève, avec l'obligation de déclarer la saisine et transmettre leurs conclusions. Si la cour de renvoi rend une solution contraire à la position de la Cour de cassation, le dossier peut revenir devant elle. Elle va devoir siéger alors en Assemblée plénière.